ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, le 25 novembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au contrôle administratif et budgétaire", a donné le 21 mars 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 november 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de administratieve en begrotingscontrole", heeft op 21 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Préambule.

1. Puisque l'arrêté en projet se fonde sur l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, la référence à la Constitution est inutile. L'alinéa 1er doit donc être omis.

2. A l'alinéa 2, on écrira conformément à l'usage :

"Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 46;".

Dispositif.

Observation générale.

Conformément à l'usage, le groupement des articles se fait en chapitres. On remplacera donc les six sections par six chapitres. Par ailleurs, il est rappelé qu'il faut écrire "Chapitre premier" dans le texte français.

Article 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, troisième ligne, le mot "regelmatig" devrait être remplacé par le mot "geregeld".

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

L'article 3 ne comportant que deux alinéas, on remplacera les mots "article 3, § 2" par les mots "article 3, alinéa 2".

Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Après le mot "Etat", il convient d'ajouter les mots "..., coordonnées le 17 juillet 1991".

Article 7.

1. Dans la phrase introductive, il faut écrire :

"... les avants-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel".

2. Comme pour l'article 5, mieux vaut utiliser les subdivisions 1°, 2° et 3°.

Le point 3 (devenant 3°) contient une phrase incidente qui doit faire l'objet d'un alinéa 2. Celui-ci commencera comme suit :

"Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 3°, ...".

Article 8.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 et 7 n'ont pas reçu l'accord du ministre qui a le budget dans ses attributions ou du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, ils peuvent ... (la suite comme au projet)".

Article 9.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Pour assurer une meilleur concordance avec le texte français, le mot "aanbevelingen" devrait être remplacé dans le texte néerlandais par le mot "advies".

Article 13.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

Le texte néerlandais du 1°, b), et du 2° serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

1. Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, mieux vaut remplacer les mots "Sans préjudice" par les mots "Sous réserve".

2. Le paragraphe 1er, 3°, c), comporte deux phrases incidentes. Il convient d'en faire deux alinéas placés sous le 5°.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 4°, b), serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. S'il se conçoit que le Roi puisse abandonner au ministre qui a le budget dans ses attributions et au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, le pouvoir de décider dans quels cas, l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable puisqu'il s'agit, en cette hypothèse, de permettre à l'inspection des Finances, d'"assister" lesdits ministres, comme le prévoit l'article 46, alinéa 1er, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 - tel

est l'objet de l'article 9 de l'arrêté en projet - en revanche, il ne paraît pas conforme à l'article 46 précité de permettre, comme le fait l'article 15, § 2, du projet, qu'un accord entre deux ministres élargisse les cas de dérogations déterminées au paragraphe premier de la même disposition de l'arrêté royal, sauf à décrire dans le dispositif du projet lui-même, les hypothèses particulières dans lesquelles un tel accord pourrait intervenir, en vue de soustraire certaines mesures à la fois au contrôle ministériel et à celui de l'inspection des Finances.

Article 16.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, deuxième phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, il faut remplacer les mots "alinéa 2" par les mots "alinéa 1er".

Par ailleurs, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18.

Dans le texte néerlandais, le mot "onderhavig" devrait être remplacé par le mot "dit".

Article 21.

L'article pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Art. 21. Lorsqu'un ministre soumet ... ou au ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'inspecteur des Finances".

Article 22.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

Il y a lieu de viser les modifications subies par le texte à abroger; on ajoutera donc après le mot "budgétaire,", les mots : "modifié par l’arrêté royal du 24 mai 1976".

Onderzoek van het ontwerp.

Aanhef.

1. Aangezien het ontworpen besluit steunt op artikel 46 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, is het niet nodig te verwijzen naar de Grondwet. Het eerste lid moet dan ook vervallen.

2. Overeenkomstig het gebruik schrijve men in het tweede lid :

"Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 46;".

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerking.

Het is gebruikelijk de artikelen onder te brengen in hoofdstukken. De zes afdelingen moeten dan ook door zes hoofdstukken worden vervangen. Bovendien schrijve men in de Franse tekst "Chapitre premier".

Artikel 1.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"De bevoegdheden van ... bedoeld in artikel 46 van ... en door de ministers tot wier bevoegdheid de begroting en het algemeen bestuur behoren".

Artikel 2.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"De minister van Financiën en de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, stellen ...".

Artikel 3.

1. In het eerste lid, derde regel, vervange men het woord "regelmatig" door het woord "geregeld".

2. In het tweede lid schrijve men : "De Ministerraad ... en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan ...".

Artikel 4.

Aangezien artikel 3 slechts twee leden bevat, moeten de woorden "artikel 3, § 2" worden vervangen door de woorden "artikel 3, tweede lid".

Bovendien zou het beter zijn aan het slot te schrijven : "... amendementen uitgaande van de Regering of van het Parlement, uitgeoefend door de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort".

Artikel 5.

Het zou beter zijn te schrijven : "Aan de voorafgaande akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, worden voorgelegd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Het zou beter zijn te schrijven : "De ontwerpen van beslissing van de Ministerraad bedoeld in de artikelen 40 en 44 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ertoe strekken ... worden door de minister tot ...".

Artikel 7.

1. In de inleidende volzin schrijve men :

"Aan de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort worden voorgelegd, de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit die ertoe strekken :".

2. Het is beter het artikel in te delen in 1°, 2° en 3°, zoals in artikel 5.

Het punt 3 (dat 3° wordt) bevat een tussenzin die een afzonderlijk tweede lid moet worden. Dat lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, is de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, enkel vereist wanneer ze wordt voorgeschreven door wets- of verordeningsbepalingen".

Artikel 8.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 en 7 bedoelde vooront-werpen en ontwerpen de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken minister aan de Ministerraad worden voorgelegd".

Artikel 9.

Het zou beter zijn dat artikel als volgt te redigeren :

"Art. 9. De minister tot ... en de minister tot ... vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding".

Artikel 12.

Terwille van de overeenstemming met de Franse tekst vervange men het woord "aanbevelingen" door het woord "advies".

Artikel 13.

Men schrijve : "De inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de ministers tot wier bevoegdheden, naargelang van het geval, de begroting en het algemeen bestuur behoren".

Artikel 14.

Men schrijve in 1°, b) : "... de ministers tot wier bevoegdheden ...", en in 2° : "... een financiële weerslag kan hebben en die welke op ...".

Artikel 15.

1. In de inleidende zin van paragraaf 1 zou het beter zijn het woord "Onverminderd" te vervangen door de woorden "Onder voorbehoud van".

2. Paragraaf 1, 3°, c), bevat twee tussenzinnen. Het verdient aanbeveling er twee aparte leden van te maken, die na 5° komen.

3. In paragraaf 1, 4°, b), vervange men het woord "beneden" door de woorden "lager zijn dan".

4. Het is enerzijds goed denkbaar dat de Koning aan de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en aan de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort de bevoegdheid kan verlenen te oordelen in welke gevallen het gunstig advies van de inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding aangezien het in die veronderstelling de bedoeling is de inspectie van Financiën de voornoemde ministers te laten "bijstaan", zoals bepaald wordt in artikel 46, eerste lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991; dat is de strekking van artikel 9 van het ontworpen besluit. Anderzijds lijkt het niet in overeenstemming met bedoeld artikel 46 om toe te staan, zoals door artikel 15, § 2, van het ontwerp wordt gedaan, dat beide ministers in onderling overleg de in paragraaf 1 van hetzelfde artikel van dit koninklijk besluit bepaalde afwijking uitbreiden, behoudens als het dispositief van het ontwerp zelf de bijzondere voorwaarden zou bepalen waaronder beide ministers in onderling overleg bepaalde maatregelen zouden kunnen onttrekken aan zowel de ministeriële controle als die van de inspectie van Financiën.

Artikel 16.

In het eerste lid schrijve men : "... en met de ministeriële beslissingen indien het voorstellen van het bestuur betreft".

Artikel 17.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. Wanneer de betrokken minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een inspecteur van Financiën over een van de voorstellen bedoeld in artikel 14, 2° en 3°, maakt hij het voorstel, naargelang van het geval, aanhangig bij de minister tot wiens bevoegdheid de begroting of het algemeen bestuur behoort".

2. Het zou beter zijn de tweede zin van paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"Heeft de minister zich binnen de voormelde termijn niet uitgesproken, dan wordt hij geacht zich akkoord te verklaren met het voorstel".

3. Het zou beter zijn het tweede lid van paragraaf 2 als volgt te stellen :

"Bij een met redenen omklede beslissing waarvan aan de betrokken minister kennis wordt gegeven, kan de in het eerste lid bedoelde termijn met ten hoogste tien dagen worden verlengd".

4. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. Indien de minister, bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt, zich niet akkoord kan verklaren met het voorstel, kan de betrokken minister het aan de Ministerraad voorleggen".

Artikel 18.

In fine vervange men het woord "onderhavig" door het woord "dit".

Artikel 21.

Het artikel zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"Art. 21. Indien een minister een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan de Ministerraad, aan de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of aan de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort,

voegt hij daar telkens het advies van de inspecteur van Financiën bij".

Artikel 22.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 22. Elk koninklijk of ministerieel besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Ministerraad of van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort".

Artikel 23.

Alle wijzigingen die zijn aangebracht in de op te heffen tekst moeten worden vermeld; op het woord "begrotingscontrole" moeten dan ook de woorden "gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 mei 1976" volgen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.